

Lettre de Maurice Dejean à Christian Pineau (Moscou, 16 novembre 1956)

Légende: Le 16 novembre 1956, Maurice Dejean, ambassadeur de France en URSS, adresse à Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères, une lettre dans laquelle il décrit les réactions enregistrées à Moscou suite au soutien manifesté par les partis communistes français et chinois au lendemain de l'intervention soviétique en Hongrie.

Source: Ministère des Affaires étrangères; Commission de publication des DDF (sous la dir.). Documents diplomatiques français. Volume III: 1956, 24 octobre-31 décembre. Paris: Imprimerie nationale, 1990. 642 p. p. 328-329.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_maurice_dejean_a_christian_pineau_moscou_16_novembre_1956-fr-1771eaef-e3fd-45e3-b3dc-2c36ad8eec2a.html

Date de dernière mise à jour: 12/04/2023



Lettre de Maurice Dejean à Christian Pineau (Moscou, 16 novembre 1956)

T. nos 4597 à 4600.

(Reçu : 18 h.)

Dans les circonstances difficiles que traverse le mouvement communiste international à la suite de la répression soviétique en Hongrie, le soutien que certains partis frères viennent apporter au parti de l'Union soviétique est utilisé ici pour raffermir la confiance des militants. Le parti communiste français se voit particulièrement remercié de la fidélité dont il témoigne en dépit des « provocations fascistes » qu'il subit ⁽¹⁾. Mais c'est le parti communiste chinois dont le secours est évidemment le plus apprécié. La Pravda du 15 novembre a reproduit, in extenso semble-t-il, l'éditorial consacré la veille par le Jen Minh Ji-Pao aux événements de Hongrie. Il apporte à nouveau la pleine approbation chinoise l'action soviétique, absolument nécessaire et nullement en contradiction avec la déclaration du 30 octobre et les cinq principes de la coexistence pacifique; il confirme qu'aussitôt l'ordre rétabli, des pourparlers auront lieu « au sujet du stationnement des forces soviétiques en Hongrie sur la base du traité de Varsovie » et déclare qu'il n'est pas question d'accepter un quelconque contrôle par des forces de police des Nations Unies. En conclusion, le journal du parti communiste chinois, reflétant les troubles que la crise hongroise a provoqués dans les consciences des communistes d'Europe occidentale, les compare à ceux qu'avait suscités la campagne de calomnie déclenchée contre l'Union soviétique en 1939. C'est avouer clairement que la répression soviétique de la révolte hongroise cause dans le communisme mondial, et surtout occidental, une crise aussi grave que la collusion stalinienne avec le nazisme scellée pour un temps par le pacte germano-soviétique. Mais les Chinois, s'adressant aux communistes étrangers avec l'autorité croissante dont ils font preuve, leur demandent d'analyser ces événements difficiles et complexes avec le froid réalisme du marxisme et de ne pas se laisser aller à l'abattement et au désarroi; de cette lucidité courageuse, le parti communiste français vient, de l'avis de Pékin, de donner un exemple éclatant.

Le rôle capital joué par la Chine dans l'Internationale communiste apparaît ainsi de plus en plus clairement. En venant au secours de l'U.R.S.S., en refusant de s'abandonner à la tentation de la « pureté » et en acceptant de se « salir les mains » pour sauver la cause du socialisme compromise par les erreurs mêmes des staliniens, les communistes chinois se donnent des atouts majeurs pour les discussions futures avec les Soviétiques sur la définition de la ligne générale.

(1) Seul de tous les partis communistes européens, le parti communiste français n'avait pas varié d'attitude : dès le début de la crise hongroise, le Comité central n'avait cessé de critiquer fortement les communistes hongrois qui avaient suivi Imre Nagy « dans ses compromissions successives ». Les dirigeants communistes français prétendaient que les attitudes des leaders du parti en juillet lors du congrès du Havre (*D.D.F.* 1956-II, n° 58, note) étaient pleinement justifiées par les événements. Le P.C. se réjouissait de « l'échec final de la contre-révolution » à Budapest; plusieurs communiqués rappelaient cet attachement inconditionnel aux thèses du Kremlin.